Recueilli par **FRÉDÉRIC AUTRAN**

X-conseiller adjoint à la sécurité nationale, plume de Barack Obama pour ses discours de politique étrangère, Ben Rhodes a passé une décennie dans l'ombre du président. Une expérience dont ce New-Yorkais de 41 ans a tiré un livre, publié en France lundi (Obama confidentiel, éd. Saint-Simon). De passage à Paris, il revient pour Libé sur la vision diplomatique d'Obama, sur la présidence de Trump et sur la campagne électorale qui débute.

Avec Barack Obama, vous rejetez l'idée de «doctrine» en politique étrangère. Malgré tout, est-ce possible de résumer ce qui a guidé la diplomatie Obama?

A son arrivée, Obama était confronté à deux crises majeures, la guerre en Irak et la crise financière, qui avaient porté des coups sérieux à la crédibilité des Etats-Unis et à notre position dans le monde, car nous étions affaiblis économiquement. Obama était convaincu que nous devions faire pivoter notre approche du monde. Son objectif premier était de

bâtir de nouveaux accords, ouvrir de nouvelles discussions pour que l'Amérique soit en meilleure posture pour maintenir son leadership, en utilisant davantage la diplomatie que l'action militaire. Cette approche s'est traduite par l'ac-



iranien, le rapprochement avec Cuba, le partenariat de libreéchange transpacifique.

Certains ont pourtant reproché à Obama d'avoir été le président du désengagement, voire du déclin américain.

Il n'a fait que reconnaître la nouvelle réalité géopolitique, à savoir que le moment post-guerre froide, où la superpuissance américaine dominait seule les affaires du monde, était terminé. Il était inévitable que la Chine continue à émerger, que la Russie se montre de plus en plus offensive. La guerre en Irak et la crise n'ont fait qu'accélérer ce processus, en remettant en question la domination américaine. Mais diplomatiquement, nous avons été bien plus engagés que l'administration Bush. Nous avons simplement cherché à ne pas répéter les erreurs passées, au Moven-Orient en particulier.

L'illustration la plus marquante et controversée en est l'épisode de la «ligne rouge», lorsqu'Obama a décidé de ne pas frapper le régime syrien à l'été 2013. Hollande, qui n'est pas cité dans le livre, a parlé de «trahison».

Durant la semaine qui a conduit à sa décision, Obama a tenté de répondre à deux questions. Une intervention militaire est-elle justifiée? Clairement, la réponse était oui. Et cette intervention peut-elle réussir? Là, les obstacles sont vite apparus, tant au niveau international qu'américain. A l'exception de la France, nous n'avions ni soutien, ni base légale. Et à Washington, le Congrès a

mis en garde Obama sur le fait que frapper en Syrie sans son autorisation serait inconstitutionnel, ce qui a soulevé des craintes sur un risque de destitution. Enfin, sur le plan militaire, la préoccupation d'Obama a toujours été que si nous menions simplement des frappes aériennes, ce que Trump a fini par faire, rien ne changerait. Al-Assad aurait reconstruit les infrastructures visées et la guerre aurait continué. La seule manière de changer les choses en Syrie aurait été de mener une opération militaire robuste et durable, sans aucune garantie de succès. Même si nous avions contribué à renverser Al-Assad, la guerre civile, et la guerre par procuration des acteurs régionaux, se serait poursuivie. Il n'était pas question de mener cette tâche colossale sans soutien. Obama a donc cherché à obtenir l'appui du Congrès, qui ne s'est pas matérialisé. Au-delà de ces contraintes, Obama s'est dit «très fier» de cette décision. Il a eu l'impression de rompre avec la doctrine en vigueur à Washington...

Quand il nous a fait venir dans le Bureau ovale pour expliquer sa décision, il a insisté sur le fait qu'en une

décennie nous avions mené des guerres en Afghanistan, en Irak, en Libye, à un degré moindre au Yémen, et que cela n'avait fonctionné nulle part. Il a réussi à rompre ce cycle de conflits. Il est critiqué, et c'est compréhensible, sur la Syrie. Mais s'il



Quelle a été votre réaction le jour de l'élection de Trump?

J'étais horrifié, pas seulement par le fait qu'il allait tenter de détricoter nos politiques, mais parce qu'il représentait l'exact opposé de ce en quoi je crois et pour quoi Obama s'était battu. Je ne pensais pas que cela pouvait arriver en 2016. Je pensais que notre pays avait fait trop de progrès et serait incapable d'élire quelqu'un d'aussi inapte, un raciste qui a construit son identité politique en dressant les gens les uns contre les autres. L'idée que nos huit années au pouvoir allaient se terminer par l'arrivée de Trump a été un sentiment accablant.

Trump et le Parti républicain ont fait du rejet d'Obama une doctrine politique. Quel regard portez-vous sur cela?

Quand Obama s'est présenté à la présidence, certains ont commencé à dire qu'il était né en Afrique, qu'il était un musulman caché, mais cela restait très confidentiel. Puis Sarah Palin a été désignée candidate à la vice-présidence et cette mentalité a pris de l'ampleur. En 2010, avec la vague du Tea Party, on a vu émerger une nouvelle logique politique, beaucoup plus clivante, basée sur l'opposition systématique à Obama. Enfin dans les années suivantes, les théories du complot ont essaimé, que ce soit Trump sur le certificat de naissance d'Obama ou autour de l'attaque contre le consulat américain à Benghazi. Quand Trump et son entourage sont entrés dans le paysage politique, le Parti républicain avait déjà profondément changé. C'est un parti aujourd'hui intellectuellement et moralement en faillite. Ils n'ont aucune philosophie de gouvernement. Ils se sont opposés à tout ce qu'Obama faisait, s'opposent à tout ce que soutiennent les démocrates, refusent de croire au changement climatique parce que les démocrates y croient. C'est une mentalité terriblement puérile, presque nihiliste. Je pense que l'administration Trump est fondamentalement immorale, composée d'extrémistes. Pour moi, le Parti républicain est clairement devenu un parti d'extrême droite.

Sur le plan diplomatique, quels dégâts a provoqué, selon vous, l'administration Trump? Seront-ils durables ou réparables? L'ironie, c'est que le plus facile à réparer concerne les politiques spécifiques sur lesquelles Trump voulait à tout prix revenir. Les Etats-Unis ont quitté l'accord de Paris mais si un démocrate est élu en 2020, nous le réintégrerons. L'accord avec l'Iran pourrait survivre et les Européens ont fait un bon travail pour le maintenir en vie. Quoi qu'il arrive, le rap-

prochement avec Cuba est enclenché. En revanche, je pense que l'impact sera durable sur la crédibilité des Etats-Unis. Le problème n'est pas seulement que Trump soit président, mais que nous l'ayons élu. Si vous êtes la France, l'Allemagne ou le Japon, vous n'avez pas toujours été d'accord avec la politique étrangère américaine, mais vous avez toujours considéré les Etats-Unis comme une démocratie stable, garante de l'ordre international. Le fait que quelqu'un comme Trump, qui méprise les normes démocratiques et les accords internationaux, ait pu être élu change profondément l'équation. Même s'il perd en 2020, il faudra du temps pour que la confiance dans les Etats-Unis soit restaurée.

Pendant la campagne des élec-

BEN RHODES «Le Parti républicain est devenu un parti d'extrême droite»

Syrie, accord sur le climat et sur le nucléaire iranien... Le proche conseiller de Barack Obama défend les politiques mises en place par l'ex-président américain. Et fustige les dérives du camp Trump, guidé par une «mentalité terriblement puérile».



tions de mi-mandat. Obama avait déclaré qu'il s'agissait des «élections les plus importantes de sa vie». Que dira-t-il en 2020? Je pense qu'il faisait déjà, à l'époque, la connection entre les midterms et 2020. Les élections de mimandat étaient cruciales car si les démocrates n'avaient pas repris le contrôle de la Chambre, Trump aurait eu de meilleures chances d'être réélu. Désormais, les démocrates peuvent s'opposer au président, comme on l'a vu sur le «shutdown». Ils peuvent lancer des enquêtes. Trump ne pourra pas abroger l'Obamacare ou passer la moindre loi sans le soutien des démocrates. L'élection de 2020 sera déterminante car la capacité d'un président à créer du changement augmente radicalement au cours de

son second mandat. Si Trump est battu l'an prochain, une partie de l'ordre international tel que nous le connaissons pourra être sauvé. En revanche, après huit ans de présidence, je pense que le monde aura profondément changé. Sans parler des dégâts colossaux aux Etats-Unis, où Trump pourrait redessiner la Cour suprême pour une génération ou éviscérer les protections environnementales.

Les candidats aux primaires démocrates sont nombreux. Est-ce une bonne chose? De quel type de personnalité le parti at-il besoin?

C'est une très bonne chose qu'il y ait de nombreux candidats. On a vu en 2016, quand il n'y avait que Hillary Clinton et Bernie Sanders, les dangers d'une primaire très serrée. Cette fois, la personne qui sortira gagnante aura démontré des talents de politicien, battu de nombreux rivaux et défendu ses idées. S'il y a une leçon à retenir de l'histoire récente, c'est que les démocrates l'ont emporté lorsqu'ils avaient un candidat qui pouvait se présenter comme un outsider, un réformateur, incarner le changement, Barack Obama, Bill Clinton, même Carter, avaient ce profil. Lorsque nous avons investi des candidats de l'establishment - Hillary Clinton, John Kerry, Al Gore-, cela ne s'est pas bien passé. Je pense donc qu'il faut suivre avec attention des gens comme Kamala Harris ou Beto O'Rourke, qui ont ce profil. Ils auront la capacité de mobiliser les ieunes, les minorités.

Quel regard portez-vous sur le

virage progressiste pris par le Parti démocrate?

Je pense que c'est une très bonne chose. Je me situais moi-même à la gauche de l'administration Obama. Et quand je regarde la vague de nouveaux élus démocrates, i'v vois en partie un héritage d'Obama, dans le fait qu'il y ait beaucoup de jeunes, de représentants des minorités. C'est le futur vers lequel Obama a toujours tendu, v compris sur le plan des idées. Sur la santé, par exemple, il aurait préféré un système public universel, que défendent aujourd'hui de nombreux candidats. Il est allé aussi loin que possible. Lors de son récent discours sur l'état de l'Union, Trump a martelé que l'Amérique ne serait «jamais socialiste». Il v a claire-

ment une nervosité dans le

camp républicain face à cette poussée progressiste...

Il faut garder à l'esprit que le Parti républicain a deux facettes. Celle de Trump, qui repose sur l'identité blanche, le mur, le rejet des immigrés. Et celle, très ancrée, des frères Koch, des grandes entreprises, dont la priorité est de protéger les intérêts des plus riches, à travers l'argent injecté dans le système politique. Cela débouche par exemple sur la réforme fiscale de Trump, qui a largement bénéficié aux plus riches, ce qui est une totale atrocité en ces temps de profondes inégalités. Cela me ravit que les progressistes élèvent la voix pour s'opposer à cela. Quand Alexandria Ocasio-Cortez lélue de New York à la Chambre. ndlr/ plaide pour une taxe de 70 % sur les plus fortunés, je prends du plaisir à regarder les républicains perdre la tête. Ils agissent comme si un système de santé public et universel ou une taxe à 70% étaient des propositions extrêmes. Mais ils n'ont pas de problème avec le fait de nier l'existence du changement climatique ou avec l'influence de l'argent illimité en politique, alors que l'extrémisme est là. Je pense qu'il est très sain que ce nouveau pôle progressiste prenne de plus en plus de place dans le débat. D'autant que, si l'on en croit les sondages, ces mesures sont très populaires.

Obama fait preuve de beaucoup de retenue à l'égard de son successeur. Vous continuez à travailler avec lui. Est-il plus remonté en privé?

Oui, il montre davantage de frustration, et il l'a montré un peu lors de la campagne des midterms. Mais Obama a une sérénité et une discipline intellectuelle hors normes. Il concentre son énergie sur les choses qu'il peut changer et ne se laisse pas ébranler. En outre, je pense qu'en tant que Noir américain, il a été moins choqué que quelqu'un comme Trump puisse accéder au sommet de la vie politique, car il est plus sceptique sur les progrès que nous avons réalisés. Par exemple, il n'a jamais cru à l'idée que son élection allait mettre fin aux tensions raciales. C'est quelque chose que certains Blancs ont pensé, les Afro-Américains savaient que cela n'arriverait pas. Pour conclure sur une note optimiste, Obama croit, et moi aussi, que le futur ressemblera davantage à sa politique qu'à celle de Trump. Dans vingt ans, notre pays aura peut être pris un virage progressiste. Obama sera percu comme un précurseur et Trump considéré comme une anomalie de l'histoire.



Trump lors de son discours sur l'état de l'Union, le 5 février à Washington. PHOTO SAUL LOEB. AFP

LIBÉ.FR

Trump et O'Rourke: premier duel à El Paso

Le Président a choisi la ville texane pour tenir lundi un meeting dans lequel il a ridiculisé l'ex-candidat démocrate pour le Sénat. Qui a reproché à Trump d'«utiliser» la cité proche de la frontière mexicaine à des fins politiques.